DÉCRYPTAGE

Ni chair à patron, ni chair à canon !
Qui veut la Paix, prépare la Révolution !

MENSUEL

Unité !

N°3 JUILLET AOÛT 2025

#ToutBloquer par la grève

Tous et toutes en lutte dès le 10 septembre !

Unité CGT

EVENEMENT

Budget 2026 : prendre nos affaires en main !

EXPLOITATION

Ouvriers morts au travail : les patrons et l'Etat sont responsables

LA GUERRE SOCIALE

Luttes, mobilisations et grèves en France

BUDGET 2026 : IL FAUT PRENDRE NOS AFFAIRES EN MAIN !

Dans un discours prononcé le 15 juillet le Premier ministre a présenté un projet de budget 2026 d'une grande violence sociale.

Les mêmes politiciens qui sont responsables avec le patronat du désastre social et économique veulent, une nouvelle fois, saigner le peuple et l'ensemble des travailleurs et travailleuses. Après un budget 2025 austéritaire, cette fois ce sont plus de 43 milliards de « coupes » dans les dépenses sociales qui sont envisagées pour l'année 2026, dans le prolongement de la dernière décennie qui aura vu la fortune des riches exploser et les bénéfices aux actionnaires se démultiplier.

Mais, pas question pour le Pouvoir de « taxer » les riches, encore moins de renoncer à sa politique de pillage des caisses de l'Etat, de la Sécu et des collectivités territoriales. Les 211 milliards, au minium, d'argent public déversées chaque années dans les poches des actionnaires des grands groupes sont maintenues. Pas touche au magot !

Au contraire : le gouvernement veut imposer l'austérité à la Santé et aux Collectivités, supprimer deux jours de congés, imposer une année blanche, c'est-à-dire, le gel des dépenses publiques, des barèmes d'impôts, des prestations sociales et des retraites en 2026 au niveau de 2025, sans revalorisation.

En clair : les travailleurs vont triplement perdre du salaire et du « pouvoir d'achat », dans un contexte marqué par une inflation/spéculation persistante.

De plus, le gouvernement prévoit une réduction de 3 000 emplois publics dès 2026 et un non-remplacement d'un fonctionnaire sur trois partant à la retraite à partir de 2027. Il est également envisagé de doubler le coût de la franchise médicale annuelle (de 50 à 100 euros par assuré), une réforme des affections de longue durée (fin du remboursement à 100 % pour certains médicaments) et une nouvelle réforme de l'assurance chômage.

Dans le sillage de ces annonces, plusieurs ballons d'essais ont été soufflées, tant pour offrir un écran de fumée mais aussi dans le temps pour « briser des tabous ». Ainsi, le gouvernement et le patronat poussent leurs pions pour remettre en cause de la 5e semaine de congés payés.

En bref, le Pouvoir nous a promis des larmes, du sang et de la sueur, agrémenté d'une perte de revenus, du vol de deux jours fériés et d'une dégradation considérable de nos conditions de vie et de travail.

Quel est l'objectif du pouvoir ? D'une part, revenir sur les conquis sociaux qui leur ont toujours été insupportable. Et, d'autre part, maintenir, « quoi qu'il en coûte » et garantir le train de vie des parasites qui gouvernent notre pays.

Abattre l'ennemi

L'échec de mouvements sociaux de ces dernières années l'ont démontré : le pouvoir est déterminé à appliquer ses projets, jusqu'au bout. Ce qu'il craint réellement, c'est le rapport de force conquérant des travailleurs, par la grève qui percute et paralyse l'économie et les manifestations offensives qui mettent à nue la fragilité du Pouvoir.

Sans riposte à la hauteur de la brutalité de la thérapie de choc d'un gouvernement minoritaire et d'un bloc bourgeois illégitime, les travailleurs et les travailleuses vont cracher du sang. Car Macron, Bayrou, la minorité parlementaire gouvernementale et leur commanditaire, le patronat, ne connaissent qu'un seul langage : la force.

« Prolétariat, connais ta force et déchaîne là », disait le poète communiste Aragon. Organisons la riposte globale du monde du travail face à l'attaque inacceptable du patronat et de la caste politique au service exclusif d'une « oligarchie » à la française qui revient sur l'ensemble de nos conquis sociaux.

Fort heureusement, déjà, des initiatives et des journées d'action sont envisagées, appelées, signalées dans le paysage de la « rentrée » en septembre. contre le projet de budget en particulier et contre le régime politique en général.

Rejetons au loin toute résignation ou fatalisme. La colère, immense et sourde, gronde partout dans le pays dans une apparente tranquillité, malgré la violence des annonces et le climat politique lourd. Le rejet global du projet de budget 2016, mais aussi le e succès extraordinaire, et son rayonnement à travers le pays, de la pétition contre la loi Dumplonb ne peuvent qu'illustrer la défiance générale de larges pans de la population envers un régime politique – et ses lobbys parasites de l'argent public - discrédité et qui se moque du pays.

Prendre nos affaires en main

Le projet de budget 2026, et le gouvernement, sont menacés de censure parlementaire ; dans le même temps, le Parti Socialiste et le Rassemblement national négocient avec la Macronie pour garantir la stabilité gouvernementale.

Il n'y a aucune raison pour les syndicats de s'arrimer volontairement à un agenda parlementaire hors sol et sur l lequel nous n'avons pas de prise réelle.

Au contraire, il s'agit de déborder ce cadre étroit, d'imposer notre propre marche à suivre et l'ordre du jour politique du pays. Et donc, en premier lieu de s'organiser, de ne pas déléguer sa colère mais de l'exprimer et surtout de l'organiser, notamment sur son lieu de travail.

Organisons partout les conditions d'un mouvement victorieux, et contre le projet de budget 2026 et contre ce gouvernement et ce Pouvoir qui méprise nos vies et à décider de passer à la vitesse supérieure. La stratégie de lobbysme syndical, par « démonstrations de force » dans la rue, adossées à des votes minoritaires au Parlement, mais sans impact concrets et persistant sur les flux économiques a démontré son inefficacité.

Il est temps de changer le fusil d'épaule et revenir aux fondamentaux de la lutte des classes.

Organisons un mouvement offensif, qui balaye ce projet budgétaire immonde, impose l'augmentation générale des salaires, pensions, allocations et la réponse aux besoins par la confiscation des fortunes « privées » et l'expropriation sans indemnités ni rachats des grands groupes capitalistes.

L'EXPLOITATION TUE !

Ouvriers mort au travail, le patron et l'Etat sont responsables !

Un jeune ouvrier de 19 ans a subi une mort atroce le 15 juillet en Vendée, après avoir été enseveli sous du goudron brûlant sur un chantier de réfection d'une route d'un lotissement. Trois semaines auparavant, un jeune homme de 35 ans est décédé sur un chantier à Auxerre après un malaise. Quelques temps encore auparavant, trois ouvriers avaient été tués à Dijon le 13 mai par l'effondrement d'un mur sur lequel ils travaillaient.

Disons-le tout net, les patrons sont responsable de ces meurtres, car il s'agit bien d'homicides. Qui décide des plannings ? Qui décide des horaires ? Qui a droit, "d'emploi" ou non ? Qui décide de maintenir l'activité économique malgré les risques pour les salariés ? Qui a donc, droit de vie et de mort sur les ouvriers ?

La canicule qui s'est abattu sur l'Europe fin juin – début juillet, a particulièrement révélé, à l'instar de la pandémie de Covid-19, la réalité de la lutte des classes.

Tandis que les témoignages d'ouvriers et de salariés contraints de travailler - à l'usine, dans les chantiers et les hôpitaux, derrière les fourneaux des restaurants - dans une température infernale se sont multipliés tandis que les éditorialistes, ministres et autres donneurs de leçons en col blanc, rappelaient les "gestes qui sauvent" et renvoyaient à une gestion individuelle de la "chaleur".

Pourtant, le travail est collectif. Et dans une société capitaliste comme la nôtre, c'est bien à l'entreprise (et l'Administration) de cadrer l'activité. Il est profondément indécent et inacceptable que les patrons, comme l'Etat, se défaussent en disant, presque mot pour mot, à chaque épisode climatique, à chaque mort au travail, "c'est terrible, c'est la vie".

De plus, ces "épisodes climatiques", à l'instar de tous les autres « risques » étaient et sont largement prévus d'avance. Dans le cas de la canicule de ce début juillet, le patronat et les administrations, notamment dans l'éducation ou la santé, avaient le temps de prendre des dispositions.

Mais, une fois n'est pas coutume, le patronat et l'Etat ne voient ni ne prévoient rien. Pourquoi ? Car le temps c'est de l'argent, et prévoir c'est déjà une forme de manque à gagner pour ces voraces.

C'est donc aux travailleurs de prendre leurs affaires en main et d'imposer, par l'arrêt de travail notamment, et le respect des règles élémentaires du Code du Travail, et l'obligation des hiérarchies à prendre le problème à sa juste hauteur : par des mesures collectives de prévention des risques physiques et psychosociaux.

LA GUERRE SOCIALE EN FRANCE

Des dizaines de millions de Français ne partent pas en vacances

Cet été 2025, à l'instar des années précédentes, des millions de Français ne partent pas en vacances. Selon différents chiffres publiés par le Crédoc et par l'Observatoire des Inégalités, 40 % des familles ne partent pas en vacances et se retrouvent de fait assignées à résidence.

Cela représente quelque 4,5 millions d'enfants. Chez les ouvriers et les employés, ce taux monte à plus de 50 %. Chez les allocataires du RSA, il dépasse les 70 %.

Arrachés par des conquêtes sociales, les congés payés sont remis en cause. Et si ces droits sociaux existent formellement, comme le prétendu droit aux vacances (inscrit dans la loi depuis 1998), ils sont dans la réalité sujets à la précarité organisé par le patronat, aux bas-salaires, à l'inflation et à la spéculation.

La lutte des classes ne connaît ni "trêve estivale" ni "trêve des confiseurs".

La RATP en grève contre l'ouverture à la concurrence

Les transports en commun ont été largement perturbé le 10 juillet dans la banlieue sud-est de région parisienne. A l'appel de la CGT RATP Bus-Tram, les agents sont entrés en grève contre l'ouverture à la concurrence du réseau RATP et l'attribution de 28 lignes du secteur « Seine-Orly » au groupe Keolis, filiale de la SNCF, à partir de mai 2026.

Grève à Actia pour les salaires

"*Toute la production est à l'arrêt, rien ne rentre ni ne sort du site.*" : le groupe Actia, spécialisé dans les systèmes électroniques embarqués (équipements pour voitures, bus, camions, avions) est secoué par une grève massive pour l'augmentation des salaires qui paralyse depuis le 23 juillet l'usine de production de Coulommiers, près de Toulouse.

Grève pour l'emploi à Minakem

A l'appel du syndicat CGT Minakem Beuvry Production, les salariés de l'usine de Beuvry, dans le Nord, sont entrés en grève contre le plan de suppression d'emploi (41 travailleurs concernés sur 91) du groupe Minakem, filiale du géant Minafin, groupe spécialisé la production et l'exportation de principes actifs pour la fabrication de médicaments.

Meeting de lutte à Vergèze

À l'appel de la CGT, plus de 3 000 personnes se sont réunies jeudi 3 juillet à Vergèze, dans le Gard, devant la verrerie du Languedoc menacée de fermeture par le géant mondial du verre Owens-Illinois qui prévoit le licenciement de 164 salariés.

Ni chair à patron, ni chair à canon !
Qui veut la paix, prépare la Révolution !

Dans un discours martial, le président Macron a annoncé, à l'occasion d'un 14 juillet particulièrement militarisé, une nouvelle augmentation du budget militaire et désigné, une nouvelle fois, la Russie comme ennemi principal, dans le cadre de la guerre impérialiste par procuration livrée par les puissances occidentales en Ukraine contre la Russie.

En réalité, le discours d'Emmanuel Macron, les bombardements médiatiques autour de la « menace russe », les signatures d'accords militaires bilatéraux de la France avec le Royaume-Uni et la Pologne accompagnent la même marche générale à la guerre, et dans un contexte de rupture annoncée du front ukrainien.

Il y a quelques semaines, les 32 pays membres de l'OTAN étaient réunis à la Haye, aux Pays-Bas pour le sommet annuel de cette alliance militaire impérialiste brutale se sont engagés à consacrer 5 % de leur PIB à la défense et la sécurité d'ici 2035.

Cette explosion des budgets consacrés à l'armement et à la remilitarisation est historique, illustre la froide réalité du capitalisme en marche vers la guerre générale, et sera payée par les peuples (par l'impôt, la baisse drastique des dépenses "sociales", la dégradation des conditions de vie et de travail.

Preuve du très haut niveau d'interactions et d'interdépendances entre l'OTAN et l'Union européenne, un nouveau sommet entre les représentants des pays membres de l'UE s'est tenu dans la foulée de la grande messe otanienne afin d'harmoniser cet effort de réarmement XXL dans le cadre européen. Pour rappel , vingt-trois des Etats-membres de l'UE sont également dans l'Alliance nord-atlantique.

Cette coordination est une nouvelle illustration de la réalité de la guerre impérialiste en Ukraine qui est bien un conflit par procuration entre l'impérialisme américain et européen et la Russie. La volonté de poursuivre le démembrement de l'Europe orientale en intégrant l'Ukraine au sein de l'UE et surtout de l'OTAN, rêve éveillé des néoconservateurs et interventionnistes américains, français, britanniques, allemands... a accouché d'une guerre dont seuls les peuples frères russes et ukrainiennes payent le prix du sang au profit des milliardaires et oligarques.

En parallèle, les grandes puissances qui parrainent le gouvernement ukrainien, ont exigé, à l'instar des États-Unis mais aussi de la France, des accords léonins et asymétriques pour piller les terres rares et les autres riches ressources du sous-sol ukrainien.

Pour rappel, les précédents sommets de l'OTAN avaient consacré un renforcement spectaculaire de la présence des militaires de l'Alliance en Europe de l'Est.

Entre 2017 et 2024, le Canada et les pays européens ont ainsi déjà relevé leurs dépenses militaires de 700 milliards de dollars. Nombre d'entre eux ont atteint l'objectif des 2 % du PIB fixé en 2014 par l'OTAN.

C'est le cas de la France, de l'Allemagne, de l'Italie et du Royaume-Uni. La Pologne détient le record européen, consacrant déjà 4,7 % de son PIB à l'armée.

Le patronat et leurs Etats veulent nous faire payer, de notre poche et par notre sang, le prix du capitalisme en crise. A travers le monde, les dépenses militaires sont payées par les « sacrifices » financiers (et coupes dans les dépenses et non-réponse aux besoins élémentaires) imposés par les différents pouvoirs politiques contre leurs propres populations. En parallèle, ces mêmes pouvoirs n'hésitent jamais à envoyer les travailleurs se faire tuer pour des intérêts capitalistes : « on croit mourir pour la Patrie, on meurt pour des industriels et des banquiers. », disait déjà Anatole France au début du 20e siècle.

En 2025, dans un contexte de crise économique, de guerre commerciale, de guerres impérialistes ou néocoloniales, seuls les travailleurs et travailleuses peuvent arrêter cette course à la guerre, déjà enclenchée dans certaines régions du monde devenue la proie de l'impérialisme. Nul doute que les zones de tensions ou de guerre, à l'instar du Moyen-Orient ou de Taïwan, sont également des priorités pour l'OTAN et ses donneurs d'ordre.

Car, et c'est une certitude que nous apprends l'Histoire : "l'Ennemi principal est dans notre pays". Nous avons la capacité d'agir, en premier lieu, contre notre propre impérialisme qui massacre nos droits, impose l'austérité et la guerre. Mobilisons-nous pour que notre pays se désengage immédiatement des guerres impérialistes ! Luttons pour la réponse aux besoins de la population !

Notre syndicalisme CGT, du quotidien et de transformation sociale, unitaire et révolutionnaire, s'intéresse à l'ensemble des sujets politiques, dont la guerre, qui concernent les intérêts immédiats et futurs de la classe ouvrière et des travailleurs et travailleuses. C'est pourquoi, nous devons aussi pointer du doigt le lien évident entre guerre et capitalisme et affirmer que seule une rupture totale et intransigeante avec le capitalisme, ce système d'exploitation de l'Homme par l'Homme, amènera et la réponse aux besoins et la Paix réelle : Qui veut la Paix, prépare la Révolution !

GÉNOCIDE A GAZA

L'ONU a accusé Israël d'avoir tué plus de 1 000 personnes tentant d'obtenir de l'aide humanitaire à Gaza depuis la fin du mois de mai.

« Il suffit de regarder l'horreur qui se déroule à Gaza, avec un niveau de mort et de destruction sans équivalent dans l'histoire récente », a déclaré le secrétaire général de l'ONU.

Depuis plus de 20 mois, le régime de Tel Aviv a multiplié les crimes de guerre et les crimes contre l'Humanité en Palestine occupée. Officiellement, le bilan du siège exterminateur de Gaza dépasse les 60 000 morts, dont les deux tiers sont des femmes et des enfants. Différentes études scientifiques évoquent cependant un bilan réel proche des 200 000 victimes, d'autres citent un ordre d'échelle proche des 400 000 morts.

Israël a partiellement assoupli fin mai un blocus total imposé début mars, qui a entraîné de très graves pénuries de nourriture, médicaments et autres biens de première nécessité. La Gaza Humanitarian Foundation, organisme fantoche d'Israël et des Etats-Unis, a alors été mis en place.

Le bilan est effroyable : en moins d'un mois, des centaines « d'incidents » impliquant des tirs de l'armée israélienne et paramilitaires américains ont été recensés, provoquant la mort d'un millier de Palestiniens et des milliers de blessés.

Ces scènes chaotiques ne sont pas le fait du hasard mais bien le résultat logique d'une politique israélienne délibérée, d'intimidation et de Terreur systémique et systématique.

spécial Mobilisations - 25/07/2025

Unité CGT

Bulletin national des entreprises n°9

#ToutBloquer par la grève
Tous et toutes en lutte dès le 10 septembre !

Suppression de 2 jours fériés, 43 milliards de dépenses sociales à piller, attaques contre l'assurance-chômage et la 5e semaine de congrès payés.... le Pouvoir protège et biberonne le patronat et les riches, et promet au Peuple de la sueur, du sang et des larmes. L'Etat sécuritaire et la « démocratie » à la française apparaissent pour ce qu'ils sont : une organisation calibrée, « quoi qu'il en coûte » pour satisfaire les intérêts des plus riches.

L'absence de riposte forte des Confédérations syndicales, la vague promesse de "lutte" à la « rentrée », et la stratégie perdante de l'intersyndicale, sans modalités ni plans d'actions et qui, malgré la gravité des attaques, n'est capable d'accoucher que d'une pétition en ligne, est un grave problème. Contre la stratégie du choc permanent des capitalistes, nous avons en effet besoin, ici et maintenant, d'une contre-attaque à la hauteur des coups portés contre les travailleurs et les travailleuses.

TOUT CE QUI RENFORCE LA LUTTE DES CLASSES EST POSITIF

Des appels salutaires à bloquer le pays, par la grève et le boycott, le 10 septembre, qui évoquent le précédent mouvement des Gilets Jaunes, se multiplient sur les réseaux de communication en réaction au projet monstrueux de Budget austéritaire du gouvernement le plus minoritaire et illégitime de la 5e république.

Ces initiatives sont louables, surtout dans un climat de résignation générale après la défaite (écrite) de la stratégie perdante de l'intersyndicale contre la réforme des retraites et les coups de massue des plans de licenciements (300 000 emplois supprimés ou menacés).

Pour gagner, tirons les leçons du passé. Nous avons besoin d'une organisation autonome des colères, légitimes et vitales, et leurs convergences, notamment sur le lieu de travail, par la grève nationale interprofessionnelle, articulée à des manifestations et des actions offensives.

Assez de mépris : la dictature patronale doit être balayée.

Mettons partout en débat la riposte au budget 2026 et à la politique patronale et gouvernementale.

Impulsons, avec notamment les cahiers revendicatifs CGT, dans tous les secteurs économiques, un appel convergent au « blocage du pays » par la grève, reconductible et illimitée, dès le 10 septembre et au-delà.

Plusieurs dates de mobilisations CGT ont déjà été posées : le 2 septembre est une date d'appel à la grève par la fédération CGT Mines Energie, le 10 septembre une journée de mobilisation et de grèves à l'appel de la FNIC CGT contre la répression syndicale. Un mois plus tard, la fédération CGT Santé et Action sociale organise une manifestation nationale le 9 octobre à Paris.

Ces dates présentent l'utilité d'étendre en accordéon les possibilités d'actions et de convergences : tout est lié.